Solidaires Finances Publiques

ex SNUI - SUD Trésor

Section du Gard

15 BD ETIENNE SAINTENAC – AILE OUEST 30024 NIMES CEDEX 9 Tél : 04 66 36 56 43

22 Avenue Carnot 30943 NIMES CEDEX 9 / Tél : 04 66 36 49 13

Secrétaire :

Loïc VALVERDE - SIE NIMES NIMES SUD (06 03 47 93 70).

Le mardi 8 Janvier 2019

Comité Technique Local du Gard

Monsieur le président,

En préambule à l'ordre du jour du présent CTL, nous tenons à rappeler que les représentants locaux de Solidaires Finances Publiques étaient présents à Toulouse lors de l'action chez le Délégué Inter-régional les 10 et 11 décembre. Ils ont évoqué la problématique de la mise en place au 1er janvier de l'accueil sur rendez-vous. Accueil, qui va s'organiser en même temps que le début du PAS. Cette question a d'ailleurs déjà été évoqué lors du CTL du 16 octobre dans notre département.

Ce Comité Technique Local est réuni aujourd'hui pour valider les 19 suppressions d'emplois dans notre Direction.

La loi de finances pour 2019 prévoit 2 130 suppressions d'emplois pour la DGFIP dont 19 emplois pour le Gard avec 1 A 5 B et 13C.

Le ministre a annoncé en juillet la fin de la politique du rabot avec l'action publique 2022.
Force est de constater aujourd'hui avec la loi de Finances 2019 que les 2130 suppressions d'emplois à la DGFIP et les 19 suppressions d'emplois dans le Gard sont toujours le fruit de cette politique du rabot.

Dans les documents fournis, on nous annonce que 2 emplois supprimés sont dûs au gain de productivité fléché de 1 ETP pour 16 000 nouveaux déclarants. Nous n'avons reçu aucun document préparatoire sur le nombre par SIP de la variation de télédéclarants. Il est donc impossible pour nous de vérifier ce paramètre.

Ces suppressions d'emplois pour septembre 2019 vont encore accentuer la charge de travail pour les agents alors que nos services, SIP, Trésorerie, SIE seront fortement sollicités cette année par la mise en place du Prélèvement à la source.
La DGFIP supprime des emplois mais demande la mobilisation générale pour l'accueil en SIP.
Pour notre département cela se décline par un renoncement à la fermeture hebdomadaire pour les sites de St Privat des vieux, Bagnols sur Cèze et Saintenac. Quand les services ouvrent un jour de fermeture au public, personne ne fait leur travail pendant le temps d'accueil.

La force de tous les agents de la DGFiP

Le site de St Privat des vieux a subi 15 jours de fermeture, le retard s'est accumulé, ce n'est pas avec ces ouvertures au public que cela va s'améliorer.

Qu'avez vous envisagé, monsieur le président, les semaines à venir pour les trois sites du département ?

Un mouvement social inédit par sa forme, depuis le 17 novembre frappe la France.
Cette colère trouve sa source dans le ras le bol fiscal et l'absence de justice fiscale et sociale, justice, que Solidaires Finances Publiques appelle de ses vœux depuis des années.

Solidaires finances publiques revendique sans être entendu depuis des années une véritable refonte du système français basée sur une plus juste progressivité de l'impôt ainsi que sur une véritable lutter contre contre la fraude fiscale.

Ce gouvernement qui a préféré choisir la fin de l'ISF et sa théorie du ruissellement :

Donner aux riches afin que cela profite « peut-être » aux autres

Cette colère entendue que partiellement par le gouvernement après plusieurs semaines de mobilisation à amener certains à commettre des actes désespérés. Ces personnes sont passées de l'humeur bon enfant à une colère imprévisible due au manque d'écoute et au mépris du gouvernement.

Les Centres des Finances Publiques de France sont devenus des cibles et dans le département après quelques incidents, nous avons connu un acte grave.

Les agents en ont assez d'être les cibles de certains casseurs, les boucs émissaires de la politique du gouvernement.

Le gouvernement n'a eu qu'une certaine écoute pour une partie de la population mais pour la fonction publique c'est toujours :
- Gel du point d'indice
- Augmentation du taux de pension civile (depuis 2010 et jusqu'à 2020)
- indemnité compensatrice CSG qui ne suivra pas l'évolution de la carrière

Pour les agents des finances publiques ceci est une perte du pouvoir d'achat assurée et une détérioration des conditions de travail avec les suppressions d'emplois successives.

Les suppressions d'emplois à l'ordre du jour de ce CTL contribuent au sentiment d'abandon exprimé par nombre d'habitants de territoires sacrifiés. La proximité grâce à internet n'est qu'un leurre, alors que la fracture sociale ne se résume pas qu'au numérique.

Les suppressions d'emplois ne se justifient pas par une baisse des charges mais par la seule volonté politique d'un abandon de l'Etat d'un service au public.

La force de tous
les agents de la DGFiP